FRANCE AMERIQUE LATINE
Comité de Marseille
N° 126 Maison des Associations
93, La Canebière 13001 Marseille

Contact : falmarseille@yahoo.fr

La lettre de FAL Marseille
Janvier 2014

Sommaire:

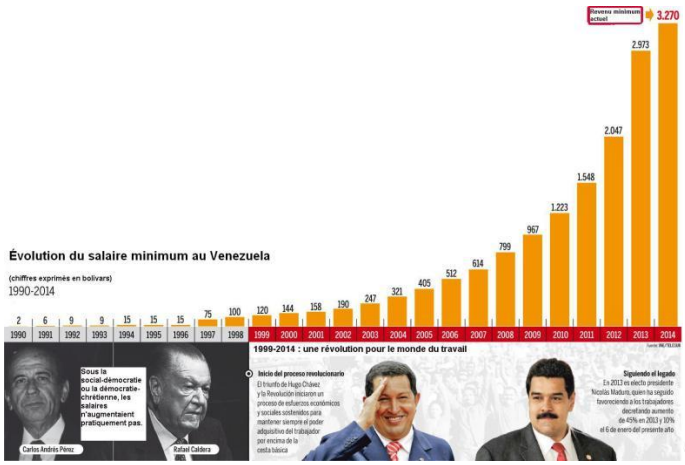
- **Venezuela : augmentation du salaire et baisse du chômage**
- **CELAC : rendez-vous à La Havane**
- **Réforme agraire au Brésil : de nombreux obstacles**
- **Juan Gelman (1930-2014) : la vie de combat, de tendresse et de deuil d'un poète argentin**
- **Culture : FAL Marseille vous recommande ……**
- **En vente FAL Mag n°116 dossier Révolution citoyenne en Équateur**
- **Nous vous invitons à adhérer à FAL en 2014 et à voyager avec FAL Voyages**

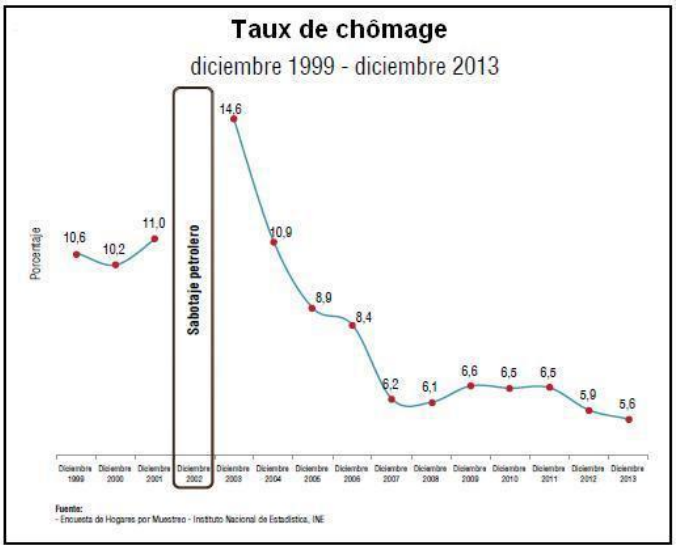
Site de l'association : http://www.franceamériquelatine.org/
Site de FAL voyages : http://franceamériquelatine.fr/

Venezuela : l'augmentation du salaire et la baisse du chômage

Occultés par les médias privés vénézuéliens et leurs relais internationaux (*Le Monde, El Pais, Libération, NY Times*, etc..) les chiffres révélés en janvier 2014 par l'*Institut National de la Statistique* indiquent une nouvelle baisse du chômage, tombé à 5,6% en décembre. Ce chiffre est le plus bas enregistré par le gouvernement bolivarien (rappelons que le chômage atteignait 11% lors de l'élection de Hugo Chávez en décembre 1998).
De 1999 à 2013, l'économie vénézuélienne a décollé grâce au rôle moteur de l'État et aux investissements publics, permettant à 4.185.697 personnes de trouver un emploi. L'étude indique également que le travail "informel" qui occupait 55 % de la population active en 1999 a reculé en 2013 à 37,9 %.
Dans la même période l'emploi formel a fortement augmenté, passant de 45,0% à 62,1% de la population.
Signe des temps, le Venezuela est devenu, après l'Argentine, le deuxième pays latino-américain en nombre d'immigrants (en grande majorité espagnols) qui fuient l'Europe en quête d'un travail.

En janvier 2014, le président Maduro a décrété une nouvelle augmentation de 10 % du salaire minimum, ce qui en fait le plus élevé d'Amérique Latine. De mai 2013 à janvier 2014 celui-ci a augmenté au total de 59% pour s'établir actuellement à 3270 bolivars. Parallèlement les droits des travailleurs vénézuéliens ont été renforcés par une nouvelle loi du travail (voir : http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/05/04/nouvelle-loi-du-travail-au-venezuela-un-pas-de-plus-vers-la-vraie-vie/).





Pour gommer ces faits, les médias internationaux préfèrent insister sur l'inflation (qui, soit dit en passant, selon le FMI était bien plus forte sous les régimes antérieurs à la révolution bolivarienne). Ils "oublient" qu'au Venezuela l'alimentation, les soins de santé, l'éducation à tous ses niveaux, le logement et l'ensemble des missions sociales sont subventionnés par l'État, sont dans certains cas totalement gratuits, et qu'une part croissante de la population bénéficie de la sécurité sociale. En 1998, à l'arrivée de la révolution, le Venezuela ne comptait que 380.000 pensionné(e)s ne percevant que 60 % du salaire minimum. On compte aujourd'hui 2.750.000 pensionné(e)s dont les allocations augmentent au même rythme que le salaire minimum et leur sont versées avec un mois d'avance. De sorte que les hausses du salaire et du pouvoir d'achat sont bien réelles.
Il faut y ajouter la loi des "coûts et des prix justes" qui vient de limiter à 30 % la marge bénéficiaire d'un secteur commercial privé pratiquant jusqu'ici des hausses de 200 à 1000 %, la réduction des baux pour les locataires ou les petits et moyens commerçants, les coups de pouce aux petits épargnants, et les divers mécanismes économiques qui dégonflent peu à peu la bulle spéculative du dollar.
L'investissement social (qui stagnait à 12 % avant la révolution) a totalisé en 2013 54% du budget de l'État et passe à 60 % en 2014.

On comprend pourquoi, malgré la guerre économique menée en 2013 par l'opposition, les politiques mises en œuvre par le gouvernement bolivarien continuent de faire baisser la pauvreté. Celle-ci est passée de 21,6% en 2012 à 19,6 % en 2013. Sur la même période, la pauvreté extrême est passée de 6,3 à 5,5%.
Ces chiffres sont confirmés par la CEPAL (Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine).
Le président Maduro a rappelé que l'objectif de la révolution bolivarienne est "la pauvreté zéro en 2019".

Thierry Deronne., Caracas, 22 janvier 2014.

Version complète de cet article :

http://venezuelainfos.wordpress.com/2014/01/22/venezuela-laugmentation-du-salaire-et-la-baisse-du-chomage-continuent/

CELAC : Rendez-vous à La Havane

Ce n'est pas un miracle, mais presque !

Contre toute attente, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) se consolide comme institution de "Notre Amérique" et célèbre son deuxième Sommet des Présidents à La Havane. (…) **Qui aurait pu imaginer, il y a seulement cinq ans, que le rêve bolivarien d'Hugo Chávez, (…) qui cherchait à construire un organisme régional sans la présence des États-Unis et du Canada, pourrait donner des fruits ?** (…) **Chávez et ceux qui l'accompagnaient dans cette entreprise** (…)**, ont dû surmonter toutes sortes d'obstacles : la résignation de certains gouvernements, la faiblesse des uns, le scepticisme des autres et l'opposition systématique de Washington(…).**
Sans aucun doute, le renforcement de la CELAC et de l'UNASUR (au niveau de l'Amérique du Sud) sont de très bonnes nouvelles pour l'émancipation de la Patria Grande.

Les manœuvres étasuniennes contre la CELAC

La Maison Blanche avait d'abord tenté d'empêcher le lancement de la CELAC qui eut lieu à Caracas en décembre 2011, en présence de son infatigable promoteur et mentor déjà attaqué par le cancer qui lui a coûté la vie. Ayant échoué, l'empire a mobilisé ses alliés régionaux pour faire avorter ou du moins reporter l'initiative dans un futur indéfini. Sans résultat non plus. La stratégie suivante a été d'utiliser certains de ses pions dans la région comme chevaux de Troie pour miner le projet de l'intérieur. Sans grandes avancées mais en arrivant malgré tout à ce que le premier gouvernement qui ait obtenu la présidence tournante de la CELAC en 2012, le Chili de Sebastian Pinera, déclare par la bouche de Alfredo Moreno, son ministre des Affaires étrangères : "*la CELAC sera un forum et pas une organisation, elle n'aura pas de siège, ni de secrétariat, ni de bureaucratie ou autre*". (…) Et la Maison Blanche a également réussi, grâce à l'activisme militant de ses principaux amis de l'Alliance du Pacifique (le Mexique, la Colombie et le Chili), à faire en sorte que toutes les décisions de la CELAC soient prises à l'unanimité. Il semblerait bien que la "règle de la majorité", si chère à la tradition politique étasunienne, ne fonctionne que quand ça l'intéresse. (…)

L'Amérique Latine déclarée zone de paix

La seconde présidence de la CELAC, en 2013, est allée à Cuba et le président Raul Castro Ruz a pris d'importantes mesures (…) : l'embryon d'une organisation a été créé (…). Certaines propositions, comme celle de déclarer «Zone de paix» l'Amérique latine et les Caraïbes, feront l'objet d'un dialogue de sourds. Car il ne s'agit pas seulement d'éviter la présence d'armes nucléaires dans la région (…) mais (…) cela fait subrepticement allusion à la tradition interventionniste de Washington en Amérique latine et à la présence de ses 77 bases militaires dans la région, dont le but est (…) d'intervenir avec sa force militaire dans la politique intérieure des pays de la région(…) Il suffit de se souvenir, comme bon exemple didactique, du rôle crucial de «l'ambassade» pour déterminer le vainqueur de la récente élection présidentielle au Honduras. Ce problème, comme nous le voyons, sera l'un des points d'achoppement et de discorde car il y a des gouvernements et pas seulement quelques-uns, qui ne se contentent pas de tolérer la présence de ces bases militaires nord-américaines mais qui comme la Colombie, le Pérou et le Panama, les réclament.

Des propositions qui remettent en cause la domination de Washington

Un autre problème potentiellement perturbateur est l'approbation de la proposition du Venezuela d'intégrer Porto Rico à la CELAC - proposition tout à fait logique compte tenu de l'histoire et du vécu de ce pays, de sa culture, sa langue et ses traditions - mais susceptible de susciter des réserves parmi les gouvernements les plus proches de Washington pour qui Porto Rico est un butin de guerre non négociable. (…)
On remarque par contre un soutien unanime à la demande de l'Argentine en ce qui concerne les îles Falkland, la levée du blocus de Cuba et d'autres propositions visant à renforcer les liens commerciaux, politiques et culturels.
On sait que l'Equateur va présenter une proposition de rejet de l'espionnage réalisé par les États-Unis et de développement d'un nouveau réseau de communication sur Internet malgré l'interdiction de Washington, et il est probable que des propositions concrètes soient adoptées pour combattre la pauvreté et que soient étudiées des alternatives pour renforcer la Banque du Sud et, éventuellement, créer une compagnie pétrolière d'Amérique latine, sujet sur lequel le président Chávez avait insisté encore et encore.

La transition géopolitique internationale actuelle, qui se manifeste par le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique, le déclin de la puissance mondiale des États-Unis, l'effondrement irrémédiable du projet européen, la persistance de la crise économique qui a explosé à la fin 2007 et qui ne semble que s'accentuer avec le passage du temps et la permanence d'un «ordre» économique mondial qui concentre la richesse, marginalise les nations et approfondit la destruction de l'environnement, ont agi comme une incitation puissante pour éliminer la méfiance initiale que de nombreux gouvernements montraient ce qui concerne la CELAC.

Le Costa Rica : prochain président de la CELAC

L'accord conclu à Caracas en 2011 a établi qu'une troïka assumerait successivement la présidence pendant les trois premières années : le Chili a commencé, Cuba a continué (confirmant la condamnation continentale du blocus des États-Unis et son but d'isoler la Révolution cubaine) et à la fin du sommet des présidents, la présidence sera dévolue au Costa Rica. Ce pays, allié fidèle de Washington, devra faire face à une élection cruciale le 2 février prochain, lorsque pour la première fois depuis des décennies, l'hégémonie politique de la droite néocoloniale du Costa Rica sera menacée par la montée d'un nouvel acteur politique surprenant : le Front élargi : (…) le discours et les propositions bolivariennes du candidat du Front élargi, M. José Villata, pourraient le catapulter à la présidence du Costa Rica. (…)
Si une telle chose se produisait, la CELAC pourrait traverser une autre étape vers son institutionnalisation définitive, ce dont l'Amérique latine et les Caraïbes ont impérativement besoin.

Atilio A.Borón
Argentin, docteur en philosophie de l'Université Harvard, professeur de théorie politique à l'Université de Buenos Aires, membre du Conseil international du Forum social mondial de Porto Alegre.

Version complète de cet article :
http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=11238
synthèse et sous-titres : Cathy Ferré 'FAL Marseille/ BN de FAL)

Les obstacles à la réforme agraire au Brésil

Récemment l'AFP a diffusé dans les médias une dépêche intitulée "Brésil : Rousseff exproprie 92 fermes pour la réforme agraire". Les lecteurs ont pu croire que la présidente apportait enfin une réponse aux revendications historiques des Sans Terre. Sauf que le tweet présidentiel n'était qu'un coup médiatique. Ces zones réduites auraient dû être expropriées depuis plusieurs années, une moitié seulement ira aux travailleurs sans terre, l'autre à de petits syndicats locaux. En réalité la présidente Roussef repousse sans cesse une réunion avec la Coordination des Travailleurs Ruraux Sans Terre parce que ni elle ni ses ministres incompétents ne savent quoi leur dire…

L'interview (janvier 2014) du coordinateur national des Sans Terre Joao Pedro Stedile par Mário Augusto Jakobskind de l'Association Brésilienne de la Presse permet de comprendre la paralysie de la réforme agraire.

MAJ – Selon des informations récurrentes, le gouvernement de Dilma Roussef n'a pas fait avancer la réforme agraire en 2013 ?

Joao Pedro Stedile - Le bilan de la réforme agraire sous le gouvernement de Roussef est malheureusement négatif. Honteux, dirais-je. En termes statistiques seules 4.700 familles ont bénéficié d'expropriations de grands domaines … soit moins que ce que le militaire président Figueiredo [1979-1985] a fait dans sa dernière année. La réforme agraire est bloquée à cause de la concentration de la propriété de la terre et du contrôle croissant de l'agriculture par le capital.
La conjugaison de plusieurs facteurs rend la situation très difficile pour les travailleurs ruraux sans terre. D'abord, le déferlement sur les ressources naturelles brésiliennes de capitaux internationaux, qui fuient la crise globale et spéculent avec nos terres (éthanol, hydro-électricité, crédit de carbone …)
Ensuite, l'augmentation des produits provoquée par la spéculation a entraîné une rente extraordinaire dans les zones rurales, qui a attiré de nombreux capitalistes et a fait s'envoler le prix des terres.
Troisièmement la coalition de forces du gouvernement de Roussef marque une forte hégémonie de l'agro-business. Par exemple la sénatrice Katia Abreu, éminente représentante du latifundisme rétrograde de Tocantins, appuie le gouvernement et se réunit fréquemment avec la présidente.
Enfin, les grands médias de la bourgeoisie brésilienne ont fabriqué une opinion publique qui fait de l'agro-business le meilleur des mondes. Ils en cachent les effets pervers comme les inondations qui affectent tous les ans le Sud-Est et les conséquences du déboisement et de la monoculture dans la région amazonienne et dans le Centre-Ouest du Brésil.

Face à une corrélation de forces aussi rude, le monde du travail est paralysé et les grandes occupations de terre et les mobilisations en zone rurale ont diminué.

MAJ – Des multinationales comme Monsanto et d'autres continuent à mettre en œuvre leur agenda au Brésil pratiquement sans le moindre obstacle. Que s'est-il passé ?

Joao Pedro Stedile – Le capital international et financier a pris possession de nos ressources naturelles et de l'agriculture à travers son bras économique : les entreprises transnationales de l'agro. Elles contrôlent des intrants tels que semences et engrais, la technologie, les machines, imposent leurs prix et s'emparent de la majeure partie du bénéfice généré par l'agriculture.
Pour chaque segment de l'agriculture il y a un oligopole d'entreprises transnationales aux commandes.
Pour les semences et les grains, il y a Monsanto, Cargill, Bungue, ADM et Dreyfuss.
Pour le lait, il y à Nestlé, Parmalat et Danone.
Pour la cellulose, on compte quatre ou cinq entreprises, et ainsi de suite…

Leur pouvoir est immense, le gouvernement ne les contrôle pas, et apprend leurs opérations par la presse.
Je vais vous donner un exemple de la perte de souveraineté de notre pays sur son agriculture.
Depuis deux ans le Nord-Est vit la pire sécheresse de son histoire. On estime que plus de dix millions de têtes de bétail (bovin, ovin et caprin) sont mortes surtout par manque de nourriture. Le gouvernement avait décidé que le CONAB (*compagnie nationale d'approvisionnement*) achèterait du maïs pour le distribuer aux agriculteurs de la région. Mais le CONAB a échoué parce que Cargill, Bungue et ADM, les trois entreprises états-uniennes qui contrôlent l'agro et l'éthanol, ont exporté 18 millions de tonnes de maïs brésilien aux États-Unis. Nous avons perdu un patrimoine énorme de bétail et nous avons risqué de perdre des milliers de vies humaines en échange… d'éthanol pour les voitures nord-américaines.

João Pedro Stedile parmi les militants du Mouvement des Travailleurs Sans Terre

MAJ – Quelles sont les attentes du Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre pour 2014 ?

Joao Pedro Stedile – Nous souhaitons qu'en 2014 se poursuivent les mobilisations de masse au Brésil, et que s'instaure un véritable débat politique dans la rue. Nous faisons partie d'une vaste assemblée plénière de tous les mouvements sociaux. Nous allons débattre avec le peuple sur ce qu'il veut changer dans la politique. Et montrer que les changements dont a besoin le pays passent par une réforme politique et par l'instauration d'une véritable démocratie au Brésil.

Le 7 septembre 2014, nous mènerons un plébiscite populaire pour demander aux citoyens s'ils veulent ou non convoquer une Assemblée Constituante souveraine. A partir de là nous pourrons défendre ces résultats dans une grande manifestation à Brasília, pour faire pression sur les trois pouvoirs.

Le modèle actuel du lulisme – ce pacte gouvernemental avec tous – a atteint ses limites. Nous avons besoin de changements structurels pour améliorer les conditions de santé, d'éducation, de transport public et la réforme agraire. Cela dépend de l'usage de l'excédent qui pour l'heure va aux banques. Ce qui suppose une réforme fiscale et une réforme judiciaire, ainsi qu'une modification des règles électorales qui font actuellement des gouverneurs et des parlementaires les otages des entreprises qui financent leurs campagnes. Nous ne pourrons y arriver qu'à travers une réforme politique, et celle-ci n'aura lieu que si le peuple descend dans la rue. J'espère qu'il y reviendra bientôt.

MAJ – En octobre 2014 plus de 120 millions de Brésiliens se rendront aux urnes pour élire le Président de la République, les gouverneurs et les législateurs des États fédéraux et du Sénat. Quel est votre point de vue sur cette échéance ?

Joao Pedro Stedile – La bourgeoisie brésilienne contrôle le Congrès, le pouvoir judiciaire et les médias. Elle est unie en tant que classe. Électoralement, elle va défendre ses intérêts. Il est donc très probable que la présidente Dilma soit réélue. Même avec la réélection de la Presidente Dilma Roussef la corrélation de forces ne changera pas pour effectuer les transformations nécessaires. Les prochaines élections ne feront pas bouger la ligne de forces. D'où le besoin de débattre, de retourner à la rue pour qu'une réforme politique ouvre des brèches pour les réformes structurelles.

MAJ – Le MST tiendra son congrès national du 10 au 14 février, qu'attendez-vous de ce congrès ?

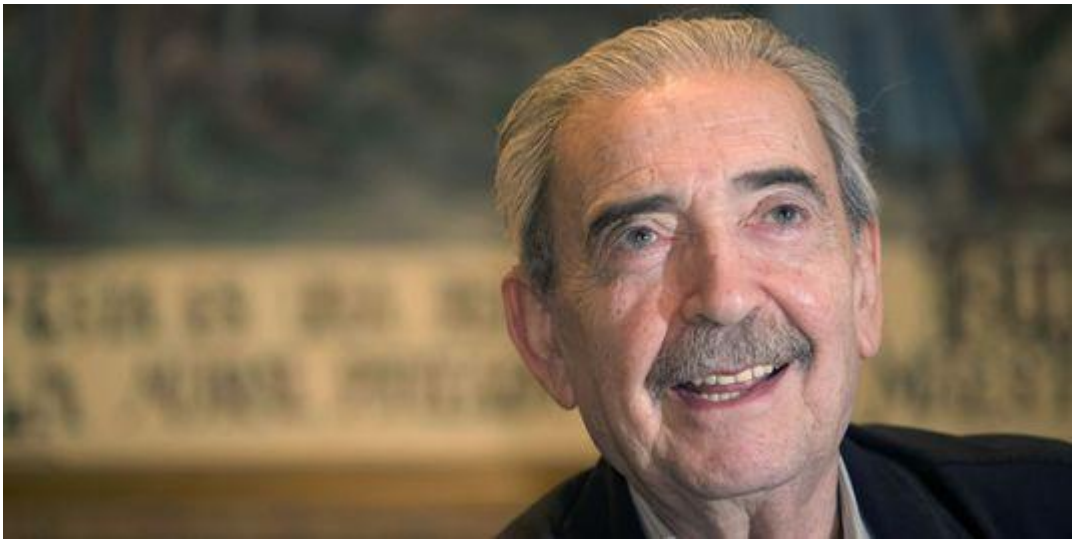
Joao Pedro Stedile – Ce que nous appelons le Congrès est en fait un événement qui couronne un long processus de discussions organisées au cours des deux dernières années avec toute notre base militante, avec tous les secteurs et instances du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre. En février, nous serons 15.000 militants à Brasilia pour des retrouvailles fraternelles, pour célébrer l'unité autour de nouvelles idées, fruits des débats menés dans tout le pays.
Les idées-maîtresses sont qu'il nous faut un nouveau programme de réforme agraire qui intéresse non seulement les paysans et les travailleurs sans terre mais l'ensemble du peuple, la société tout entière.
Une réforme agraire qui vise non seulement à sauver les paysans sans terre mais priorise la production de nourriture saine, sans pesticides. Qui développe une nouvelle matrice technologique sur base de l'agro-écologie pour produire sans déséquilibres naturels. Ces idées parmi d'autres s'incarneront dans le nouveau programme agraire des Sans Terre qui sera synthétisé et lancé à Brasilia en février 2014.

Version complète de cet article
http://www.legrandsoir.info/l-afp-lance-la-reforme-agraire-au-bresil.html

Juan Gelman (1930-2014) : la vie de combat, de tendresse et de deuil d'un poète argentin

Une vie pavée de deuils et d'exils mais aussi de convictions humanistes inébranlables et d'âpres luttes contre les dictatures d'Amérique latine : ainsi apparaît l'existence du grand poète argentin Juan Gelman, mort mardi 14 janvier à Mexico où il s'était installé il y a plus de vingt ans et qui fut la dernière étape d'un long exil forcé après le coup d'état militaire de 1976. Il était âgé de 83 ans.

Né le 3 mai 1930 à Buenos Aires, Juan Gelman est le troisième enfant d'un couple d'immigrants juifs venus d'Ukraine. Précoce, il apprend à lire à 3 ans, rédige à 8 ans ses premiers poèmes et se voit pour la première fois publié à 11 ans par la revue Rojo y Negro (Noir et Rouge). Bientôt, vient le temps de l'engagement politique. A quinze ans, il adhère à la Fédération des jeunes communistes argentins, hésite à se diriger vers un avenir de chimiste, mais préfère finalement la poésie. Au milieu des années 1950, il fait partie du groupe El Pan duro (Le Pain dur) qui publie une poésie radicale, puis il commence une carrière de journaliste dans les années 1960.



Au sein de la guérilla

C'est à cette époque qu'on le retrouve aussi militant au sein d'une organisation de guérilla, les Montoneros. En 1975, il est envoyé en mission à l'étranger par les Montoneros pour dénoncer les violations des droits de l'homme sous le régime d'Isabel Perón (1974-1976). C'est lors de cette mission, en 1976, qu'a lieu le coup d'état du général Jorge Rafael Videla. Commence dès lors pour Gelman, une longue vie d'exil, de Rome à Madrid, Managua, Paris, New York et enfin Mexico.
Pendant toutes ces années pourtant, il est impossible de dissocier l'histoire de Juan Gelman de celle de son pays.
« On dit qu'il ne faut pas remuer le passé, qu'il ne faut pas avoir les yeux sur la nuque, écrivait-il en 2008. Mais les blessures ne sont pas encore refermées. Elles vibrent dans le sous-sol de la société comme un cancer sans répit. Leur seul traitement est la vérité et ensuite la justice. L'oubli est à ce prix. » Ces paroles, Juan Gelman les prononce à propos des plaies indélébiles infligées au peuple argentin, de 1976 à 1983, par la dictature. Le poète sait de quoi il parle. Si l'on estime entre 20 000 et 30 000 le chiffre des disparus – les Argentins disent « desaparecidos » -, les proches de Gelman, et notamment son fils et sa belle fille, tous deux militants de gauche, l'auront été d'une façon atrocement spectaculaire.

Double disparition

En 1976, la junte s'en prend à son fils – lui aussi poète et écrivain engagé -, Marcelo Ariel Gelman, enlevé à l'âge de 20 ans, le 24 aout. Un ouvrage intitulé Palabra viva, textes d'écrivains disparus et victimes du terrorisme d'état raconte comment Marcelo a été conduit dans un centre de détention clandestin de la banlieue de Buenos Aires pour y être torturé et tué d'une balle dans la nuque. Lorsque, vingt-quatre ans plus tard, en 1990, Juan Gelman identifie ses restes, il découvre non seulement qu'il a été sauvagement torturé, mais qu'il a ensuite été mis dans un tonneau de sable et de ciment et jeté dans un canal. Sa femme, Maria-Claudia Garcia, alors âgée de 19 ans et enceinte de sept mois, a été enlevée en même temps.
Obsédé par cette double disparition, Juan Gelman ne sera jamais en mesure de retrouver le corps de sa belle-fille. Mais pendant près de 35 ans, il se battra pour retrouver l'enfant. Il y parviendra en 2000. Dans le cadre du plan Cóndor - un programme de répression mis en place par le général Pinochet en concertation avec les autres dictateurs latino-américains -, Maria-Claudia a été emmenée en Uruguay. A Montevideo, elle a donné naissance à une petite fille, Macarena, qui a ensuite été illégalement donnée à la famille d'un policier uruguayen. De Maria-Claudia, on ne saura jamais plus rien. Mais en 2000, Juan Gelman retrouve sa petite fille. La jeune Macarena est alors âgée de 23 ans. Elle ignore tout de ses véritables origines. Pourtant, après avoir vérifié son identité, elle décide de reprendre le nom de ses véritables parents.

La mémoire et la souffrance

Pour Juan Gelman, c'est là l'aboutissement d'un long combat pour que justice soit faite en faveur des bébés volés.
On estime à plus de 500 le nombre des enfants disparus à l'époque et remis à des parents adoptifs sélectionnés par les régimes militaires, expliquait-il. « Il y avait alors une sinistre liste d'attente pour chaque camp de concentration ». Dans la tête des militaires, les bébés devaient être remis à des « familles saines », non susceptibles d'être « contaminées par des idées subversives ». Les mères quant à elles, étaient éliminées.

Il aurait été difficile qu'une telle biographie ne façonne pas en profondeur l'œuvre littéraire de Juan Gelman.
Foisonnante, faite de poésie en prose ainsi que de textes journalistiques, celle-ci est sombre et profonde, dominée par la mémoire et la souffrance. « Par là va la douleur de la conscience/couchée toute seule au soleil », écrit Gelman dans Salaires de l'impie (éditions Phi, 2002). Influencé par ses grands ancêtres latino-américains autant que par les mystiques espagnols, Gelman avait coutume de dire que ses thèmes de prédilection étaient « l'amour, la révolution, l'automne, la mort, l'enfance et la poésie ». Sans oublier le langage et le tour fallacieux ou manipulateur qui peut lui être donné.

Dictature et langage

Selon, lui, (…) la dictature est d'abord un langage. « Les mots sont comme l'air, dit Juan Gelman. Les mots ne sont pas le problème. C'est le ton, le contexte, ce à quoi visent ces mots et pour qui ils sont dits. Bourreaux et victimes usent des mêmes mots. Mais je n'ai jamais trouvé les termes utopies, beauté ou tendresse dans des rapports de police. (…) ».
Depuis 1981 et Le Silence des yeux, préfacé par Julio Cortazar et publié aux éditions du Cerf, une douzaine de recueils de Juan Gelman ont paru en France (…)

Quatre poèmes inspirés par la tragédie de son fils ont été mis en musique par Juan Cedron et interprêtés par le Cuarteto Cedron et Paco Ibanez sous le titre Le Chant du coq (1990).
Couronné par de nombreux prix littéraires, Juan Gelman avait notamment reçu en 2007 (…) le prestigieux prix Cervantès.
Lors de sa remise, en Espagne, en avril 2008, sa petite fille Macarena Gelman, était au premier rang.

Florence Noiville
Journaliste au Monde

Version complète de cet article :
http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/01/15/le-poete-argentin-juan-gelman-meurt-a-mexico_4348086_3222.html

Culture : FAL Marseille vous recommande…quand il sortira sur nos écrans

Un documentaire français réalisé par Eric Flandin
Durée : 1h24min
Distributeur : TS Production
Sortie en France : 22janvier 2014

Le film *L'homme aux serpents* est un voyage initiatique et politique au cœur de la Colombie.

Un vieux bus déglingué transporte de curieux passagers : boa, crotale, anaconda, une trentaine de serpents, trimbalés à travers la Colombie.
Le chauffeur du bus est vétérinaire, aventurier, et passionné de nature. Il s'appelle Franz Florez et dirige le Serpentarium national. Sa mission : dénicher des spécimens rares aux quatre coins du pays, et sensibiliser la population à la protection de l'environnement. Lui et ses reptiles nous emmènent dans un voyage initiatique à la rencontre des Colombiens. Guérilleros et militaires, indigènes, paysans et citadins. Derrière les combats, un autre visage de la Colombie se dessine. Celui d'un territoire riche d'une faune et d'une flore exceptionnelles, et d'un peuple attachant et résolument optimiste.
Un pays envoûtant, presque hypnotique. http://www.reporterre.net/spip.php?article5280

En vente FAL MAG n°116

DOSSIER :
Révolution citoyenne en Équateur :
« Bien-vivre » ou néo-développement ?
Dossier coordonné par Cathy Ferré et Lucía Villaruel

La Révolution Citoyenne en marche vers les progrès sociaux par Gaël Le Mignot
La transformation de l'éducation supérieure en Equateur par Matthieu Le Quang
Nouvelle Loi de Communication : vers une redéfinition du rôle des medias par Lucía Villaruel
La Révolution Citoyenne et les femmes par Lucía Villaruel
Le mouvement indigène et les défis de la construction d'un État plurinational par Victor Hugo Jijón
≪ Plus d'extractivisme pour sortir de l'extractivisme≫ : le pari risqué de Correa par William Sacher
Repères chronologiques - Equateur
Cinéma Equatorien - Une brève filmographie par Samanta Yepez et Christophe Kenderian
Témoignage : Voyage solidaire de jeunes en Intag par Coralie Rabbe

EN IMAGES
EQUATEUR : une mosaïque de peuples et de cultures par Cathy Ferré

VIE ASSOCIATIVE
Journée des comités locaux à Toulouse : une dynamique de projets par Patrice Issartelle

CULTURE(S)
40 ans après la mort du poète Pablo Neruda par Carlos Wuhl

ACTUALITES
Le Mexique entre violence et résistance par Françoise Escarpit
Brésil : de la dialectique des luttes par F J Santos De Oliveira

Pour commander un numéro de Fal Mag écrire à falnationale@franceameriquelatine.fr
Merci de faire parvenir par courrier un chèque à l'ordre de FAL :
France Amérique Latine - 37 Boulevard Saint Jacques - 75014 Paris – France.

4 euros par numéro + frais de port (1,53 euros)

Toutes les informations et sommaires des numéros parus : http://www.franceameriquelatine.org/spip.php?rubrique21
Anciens numéros en accès libre : http://www.franceameriquelatine.org/spip.php?rubrique20

Toujours en vente

Vous êtes abonné à la lettre mensuelle de FAL Marseille, vous suivez nos activités.

Nous vous invitons à adhérer à FAL en 2014.

Amitié - Découverte - Solidarité avec les peuples d'Amérique Latine et de la Caraïbe

http://www.franceameriquelatine.org/
Contact : falmarseille@yahoo.fr

☐ **J'adhère à l'association et je reçois automatiquement le FAL Mag**
(4 revues trimestrielles + un numéro hors série)

- **Tarif normal 40 €**
- **Tarif étudiant/ chômeur 25 €**

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

EMAIL: …….....

TELEPHONE : .....

Chèque à l'ordre de France Amérique Latine à adresser avec le bulletin ci-dessus à FRANCE AMERIQUE LATINE Comité de Marseille N° 126 Maison des Associations 93, La Canebière 13001 Marseille. *

*** 66% de l'adhésion et des dons sont déductibles des impôts.**
Un justificatif fiscal vous sera adressé par courrier dans le mois suivant votre adhésion ou votre don.

France Amérique Latine Voyages

Circuits découvertes/ voyages individuels/ chantiers de solidarité/ séjours linguistiques
Voyagez autrement avec France Amérique Latine !

Pays andins, Brésil, Cuba, Mexique, Amérique Centrale, péninsule ibérique, Antilles françaises : quel que soit votre projet consultez notre brochure: http://franceameriquelatine.fr/
Contactez falvoyages@franceameriquelatine.fr **ou appelez Jennifer : 01 45 88 20 00**

Le service voyages, que nous avons voulu différent, propose de découvrir les richesses naturelles, culturelles mais aussi humaines du continent latino-américain en accord avec les buts que poursuit notre association.
Toute l'Amérique latine et la Caraïbe sont au programme sous diverses formes : circuits individuels ou en groupes, voyages à thèmes, offres spéciales pour les comités d'entreprises ; chantiers de solidarité, séjours linguistiques….